



Paris le 21 février 2013

Madame la Ministre de la Santé,

Nos profondes inquiétudes se confirment. Plus vite même que nous le pensions. Thonon, AP-HP, Grenoble, Roubaix, Strasbourg... les démissions s'y succèdent, avec le même visage, celui du désespoir.

En toutes circonstances ces derniers temps, et notamment en votre présence au cours de la dernière réunion du CNUH, nous avons porté ce message : les urgences sont entrées dans une crise majeure, une crise de leurs ressources humaines.

Mais ce message vous ne l'entendez pas !

Les urgences, dit-on autour de vous comme pour faire barrage, ont déjà connu bien des crises et, finalement, elles sont toujours là, très vivantes et, d'une certaine façon, plus vivantes même que jamais, avec de plus en plus de patients qui s'y confient.

Mieux encore, le système de santé de la Grande-Bretagne étant ces jours-ci entré dans une véritable faillite morale, vos conseillers ne manquent pas d'en titrer de brillants éléments de langage, vous encourageant à souligner que la France s'en sort vraiment beaucoup mieux ; ce qui doit donc vous

permettre de relativiser les difficultés exprimées ici ou là dans notre-beau-pays-qui-a-le-meilleur-système-de-santé-du-monde.

En totale opposition avec ces discours lénifiants, nous vous crions aujourd'hui : attention !

Attention, il ne suffit pas de régler par plans successifs quelques problèmes des urgences... avec constamment un temps de retard.

Attention, les causes sont nombreuses et certaines, même, tout à fait identiques à celles qui conduisent à la dérive le système de santé britannique : primauté donnée au rôle coordonnateur du généraliste ; insurmontables difficultés de gestion de l'aval des urgences ; contraintes budgétaires aveugles ; politique de l'efficacité de façade (comme par exemple la focalisation sur le délai de quatre heures aux urgences dont on voit les effets pervers catastrophiques au Royaume-Uni) ; explosion des vulnérabilités sociales très inquiétantes...

Attention, la crise des urgences que nous vivons est sans précédent. Jusque-là, ceux qui protestaient portaient en eux l'espoir de faire changer les choses ; aujourd'hui, ceux qui ont quitté le navire l'ont fait parce qu'ils étaient désespérés et ceux qui restent préparent un "plan B".

Attention, nous allons droit vers un mur et, sauf à engager immédiatement un plan visant à redonner une visibilité et une réelle attractivité aux métiers de l'urgence, nous n'aurons plus demain que des coquilles vides, vides de professionnels qualifiés, en lieu et place de nos structures d'urgence...

Les grands perdants seront nos concitoyens. Et les plus faibles seront les premiers à perdre, à travers la débâcle annoncée des services d'urgence, le dernier maillon d'une fragile chaîne de solidarité et, parfois, de survie.

Nous sommes à votre disposition pour bâtir des solutions rapides et opérationnelles afin de pouvoir faire notre travail dans toutes nos missions du service public.

Veillez agréer, Madame la ministre, l'expression de notre très haute considération.

Marc GIROUD
Samu-Urgences de France

Patrick PELLOUX
Association des médecins urgentistes de France

